



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 15 janvier 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/02/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VALFRANCE (Oissery)

Rue du 26 août 1944
Silo 28
77178 Oissery

Références : E/24-0080
Code AIOT : 0006502130

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/02/2023 dans l'établissement VALFRANCE (Oissery) implanté Rue du 26 août 1944 Silo 28 77178 Oissery. L'inspection a été annoncée le 16/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALFRANCE (Oissery)
- Rue du 26 août 1944 Silo 28 77178 Oissery
- Code AIOT : 0006502130
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Ce site est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 87 DAGR 2IC 043 du 11 juin 1987, complété, pour la partie stockage de céréales, par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 10 DAIDD 1IC 010 du 06 janvier 2010.

L'établissement compte 2 silos :

- un silo béton vertical comprenant 24 cellules et 8 as de carreaux fermés,
- un silo horizontal « Bergerie » composé d'une case.

Les installations relèvent du régime de l'autorisation et du régime de déclaration prévus aux articles L.512-1 et L.512-8 du Code de l'Environnement respectivement au titre des rubriques 2160-2-a et 2160-1-b. Les activités de stockage d'engrais liquide et de séchage de céréales ont été arrêtées par l'exploitant. La cessation partielle au titre des rubriques associées à ces activités sera

prochainement actée par le Préfet de Seine et Marne.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites de l'inspection du 11/02/2016
- action nationale accidentologie des silos

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Consignes générales d'intervention	AP Complémentaire du 06/01/2010, article 9.3	Lettre de suite préfectorale	6 mois
11	Culture de sécurité	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	Lettre de suite préfectorale	3 mois
16	Equipements à l'origine de départ de feu	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Lettre de suite préfectorale	3 mois
17	Vidange silos en cas d'urgence	Autre du 08/12/2022, article Recommandation 2 du rapport d'enquête du BEA-RI sur l'incendie de CENERGY (95)	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mesures de prévention	AP Complémentaire du 06/01/2010, article 6.2	Sans objet
2	Cessation d'activité de séchage de céréales	Code de l'environnement du 01/06/2022, article R.512-39-1	Sans objet
3	Protection contre la foudre	AP Complémentaire du 06/01/2010, article 6.4	Sans objet
4	Vérification des installations de protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Sans objet
5	Prévention des risques liés aux systèmes de dépoussiérage et de transport de produits	AP Complémentaire du 06/01/2010, article 10.5	Sans objet
6	Liste des mesures de maîtrise des risques	AP Complémentaire du 06/01/2010, article 4-8	Sans objet
7	Equipements de protection contre l'incendie	AP Complémentaire du 06/01/2010, article 9.1	Sans objet
9	Mesures de protection pour limiter les effets d'une explosion	AP Complémentaire du 06/01/2010, article 10.2	Sans objet
10	Nettoyage des installations	AP Complémentaire du 06/01/2010, article 7.2	Sans objet
12	Conditions de fonctionnement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	Sans objet
13	Maintenance	Arrêté Ministériel du 29/03/2004,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		article 4	
14	Entretien de l'installation	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Sans objet
15	Qualification d'équipement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Sans objet
18	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site VALFRANCE de Oiserry est globalement correctement exploité. L'inspection constate que l'exploitant a mis en œuvre des mesures correctives afin de corriger les non-conformités et remarques de l'inspection du 11/02/2016. Néanmoins, certains points méritent une attention renouvelée de la part de l'exploitant afin d'obtenir une conformité complète au regard de la réglementation environnementale.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesures de prévention

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/01/2010, article 6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre l'électricité statique, les courants vagabonds et la foudre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations sont efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.</p> <p>Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.</p> <p>Les appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosions notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, doivent au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> • appartenir aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II (la lettre "D" concernant les atmosphères explosives dues à la présence de poussières) telles que définies dans le décret n°96-1010 du 19 novembre 1996, relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible ; • ou disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes "protégées contre les poussières" dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529), et posséder une température de surface au plus égale au minimum des deux tiers de la température d'inflammation en nuage, et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75°C. <p>L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport comporte :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; • l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé en référence notamment aux dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel silos du 29 mars 2004 modifié. <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des mesures correctives est tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées. L'exploitant remédie aux non-conformités dans les délais les plus brefs.</p> <p>Le silo ne dispose pas de relais, d'antenne d'émission ou de réception collective sur ses toits sauf si une étude technique justifie que les équipements mis en place ne sont pas source d'amorçage d'incendie ou de risque d'explosion de poussières. Les conclusions de cette étude sont prises en</p>

compte dans les études relatives à la protection contre la foudre.
<p>Constats :</p> <p>Remarque n°1 de l'inspection du 11/02/2016 : L'exploitant fournira les éléments nécessaires à son organisme en charge du contrôle des installations afin de lever les non-conformités constatées lors du contrôle du 29/06/15 et du 21/08/14. Dans le cas où les documents fournis ne permettraient pas de lever ces non-conformités, l'exploitant procédera à des travaux de mise en conformité.</p> <p>Réponse de l'exploitant par courrier du 19/05/2016 : L'exploitant a fourni le rapport de vérification des installations de protection contre la foudre du 11/04/2016 attestant du bon état de conservation et de fonctionnement des installations.</p> <p>Le dernier rapport de contrôle des installations électriques du 15/06/2022 présentait 19 observations dont 9 n'avaient pas été levées le jour de l'inspection. L'une des raisons pour lesquelles 9 observations subsistaient était liée au fait que certains défauts, constatés par l'organisme de contrôle n'avaient pas été constatés par l'exploitant. Par conséquent, ce dernier ne peut apporter des actions correctives. Ce sujet est traité dans le point de contrôle n°16.</p> <p>→ La remarque n°1 de l'inspection du 11/02/2016 est levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Cessation d'activité de séchage de céréales

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/06/2022, article R.512-39-1
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité de séchage de céréales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.- Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.- La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.</p>
<p>Constats :</p> <p>Remarque n°2 de l'inspection du 11/02/2016 : L'exploitant transmettra un dossier de cessation d'activité pour l'activité de séchage de céréales.</p> <p>Réponse de l'exploitant par courrier du 19/05/2016 : L'exploitant a transmis le CERFA notifiant la cessation d'activité de ses installations de séchage, anciennement soumises à la rubrique 2910, et de stockage d'engrais liquides relevant de la rubrique 2175.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que les cuves d'engrais liquides avaient été démantelées, que le séchoir était toujours présent mais mis en sécurité et que la cuve enterrée de fioul avait été inertée. La situation administrative du site sera prochainement mise à jour en conséquence suite à l'instruction des documents transmis.</p> <p>→ La remarque n°2 de l'inspection du 11/02/2016 est levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/01/2010, article 6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de prévention

<p>Prescription contrôlée : Les installations sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées.</p> <p>Le relevé des compteurs d'impacts de foudre est effectué selon une périodicité définie par l'exploitant et suite à chaque épisode orageux.</p>
<p>Constats :</p> <p>Remarque n°3 de l'inspection du 11/02/2016 : L'exploitant veillera à respecter la fréquence de contrôle des impacts de foudre sur les compteurs imposée dans la procédure.</p> <p>Réponse de l'exploitant par courrier du 19/05/2016 : L'exploitant a transmis ses fiches de relevé des compteurs foudre pour les années 2015 et 2016 où la périodicité des relevés est semestrielle.</p> <p>L'exploitant a indiqué que la fréquence des contrôles était fixée à 3 mois, ainsi qu'après chaque épisode orageux. Le site dispose de 3 compteurs foudre. L'inspection a constaté, d'après les justificatifs présentés par l'exploitant, que la périodicité de 3 mois était respectée.</p> <p>→ La remarque n°3 de l'inspection du 11/02/2016 est levée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Vérification des installations de protection contre la foudre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre</p>
<p>Prescription contrôlée : L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.</p> <p>Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.</p> <p>La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.</p> <p>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.</p> <p>Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.</p>
<p>Constats :</p> <p>Non-conformité n°1 de l'inspection du 11/02/2016 : L'exploitant réalisera une vérification complète de ses installations de protection contre la foudre par une société distincte de l'installateur dans un délai n'excédant pas 6 mois.</p> <p>Réponse de l'exploitant par courrier du 19/05/2016 : L'exploitant a transmis son rapport de vérification des installations de protection contre la foudre du 11/04/2016 réalisé par BCM Foudre</p>

et attestant du bon état de conservation et de fonctionnement des installations des silos bétons, du bâtiment remplissage et du bâtiment de stockage.

L'inspection a consulté le rapport de contrôle des installations de protection contre la foudre du 20/09/2022 réalisé par BCM FOUDRE. Celui-ci précisait que les installations de protection contre la foudre du bâtiment de stockage, de remplissage et des silos bétons étaient en bon état. Par ailleurs, l'installation a été réalisée par la société INDELEC, différente de la société réalisant les contrôles.

→ La non-conformité n°1 de l'inspection du 11/02/2016 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prévention des risques liés aux systèmes de dépoussiérage et de transport d

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/01/2010, article 10.5

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions techniques particulières applicables aux silos de céréales

Prescription contrôlée :

Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.

Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement : elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation.

Le système d'aspiration est correctement dimensionné (en débit et en lieu d'aspiration).

Afin de prévenir le risque d'explosion au niveau du dispositif de dépoussiérage, les dispositions suivantes sont notamment prises :

- tous les équipements (parties métalliques, associations métal / plastiques, manches des filtres...) sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles,
- le ventilateur d'extraction est placé côté « air propre » du flux,
- les manches des filtres font l'objet d'un contrôle régulier de leur usure ; une procédure précise la périodicité et les modalités de ce contrôle,
- les filtres à manche sont protégés par des événements (sauf impossibilité technique), qui, dans la mesure du possible, débouchent sur l'extérieur,
- les transporteurs à bande sont équipés de bande non-propagatrice de la flamme.

Les organes mécaniques mobiles sont protégés contre la pénétration des poussières. Ils sont convenablement lubrifiés. Les organes mobiles risquant de subir des échauffements sont périodiquement contrôlés. Ils sont disposés à l'extérieur des installations qu'ils entraînent.

Conformément aux études de dangers élaborées par l'exploitant, les appareils de manutention sont munis des dispositifs visant à détecter et stopper tout fonctionnement anormal de ces appareils qui pourrait entraîner un éventuel échauffement des matières organiques présentes. En particulier, les dispositifs suivants sont installés : [Voir tableau de l'article 10.5 de l'arrêté préfectoral n° 10 DAIDD 1IC 010 du 6 janvier 2010]

L'exploitant établit un programme d'entretien de ces dispositifs, qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel. Le suivi et les travaux réalisés en application de ce programme sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les détecteurs d'incidents de fonctionnement arrêtent l'installation et les équipements situés en amont après une éventuelle temporisation limitée à quelques secondes. L'installation ne peut être

remise en service qu'après intervention du personnel pour remédier à la cause de l'incident.
L'état des dispositifs d'entraînement, de rotation et de soutien des élévateurs et des transporteurs et l'état des organes mécaniques mobiles est contrôlé à une fréquence adaptée déterminée par l'exploitant, et au moins annuellement. Les résultats de ce contrôle sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<p>Constats :</p> <p>Non-conformité n°2 de l'inspection du 11/02/2016 : L'exploitant n'a pas mis en place de procédure de contrôle périodique de l'usure des manches des filtres et ne réalise pas les contrôles d'usure de ces manches.</p> <p>Réponse de l'exploitant par courrier du 19/05/2016 : L'exploitant n'a pas apporté de réponse sur ce point.</p> <p>L'exploitant indique que les filtres à manches sont contrôlés de façon trimestrielle. Ces contrôles sont gérés par le logiciel interne VALFRANCE dénommé OGIV. 2 types de contrôles peuvent être réalisés : des contrôles poussés ou des contrôles généraux. La périodicité des dates de contrôles vérifiées était cohérente, le dernier contrôle datait du 10/10/2022. Les filtres sont notamment vérifiés dans le cadre de contrôle des aspirations.</p> <p>→ La non-conformité n°2 de l'inspection du 11/02/2016 est levée.</p> <p>Remarque n°4 de l'inspection du 11/02/2016 : L'exploitant transmettra une copie de son contrat avec la société LA PREDICTIVE, prévoyant la vérification annuelle des organes mobiles.</p> <p>Réponse de l'exploitant par courrier du 19/05/2016 : L'exploitant a transmis une copie de son contrat du 15/06/2006 avec la société "prédictive J.M.C." attestant d'une fréquence de contrôle annuelle.</p> <p>L'exploitant a indiqué que ce contrat avait été renouvelé en 2023. Le devis du 23/11/2022 associé à ce contrat a été transmis post-inspection. La durée de validité de ce contrat est fixée à 3 ans.</p> <p>→ La remarque n°4 de l'inspection du 11/02/2016 est levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Liste des mesures de maîtrise des risques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/01/2010, article 4-8
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit, en tenant compte de l'étude des dangers, la liste des équipements et paramètres concourant à la maîtrise des risques en fonctionnement normal, transitoire ou en situation accidentelle afin de prévenir les causes d'un accident pouvant porter atteinte à l'environnement ou d'en limiter les conséquences.</p> <p>Cette liste est régulièrement mise à jour et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les équipements concourants à la maîtrise des risques sont conçus de manière à résister aux contraintes spécifiques liées aux produits manipulés, à l'exploitation et à l'environnement du système (choc, corrosion...).</p> <p>Ils font l'objet d'essais périodiques et d'un entretien régulier selon un programme prévisionnel établi par l'exploitant. Les opérations de vérification et de maintenance de ces équipements sont enregistrées et archivées.</p> <p>En cas d'indisponibilité d'un de ces équipements, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf</p>

si l'exploitant a défini et mis en place un dispositif compensatoire dont il justifie de l'efficacité.
<p>Constats :</p> <p>Remarque n°5 de l'inspection du 11/02/2016 : L'exploitant n'a pas établi de liste des équipements et paramètres concourant à la maîtrise des risques en fonctionnement normal ou dégradé. L'exploitant s'assurera que l'ensemble de ces équipements et paramètres fassent l'objet d'essais périodiques et d'un entretien régulier. Par ailleurs, l'exploitant veillera à enregistrer et archiver les opérations de maintenance et de vérification de ces équipements.</p> <p>Réponse de l'exploitant par courrier du 19/05/2016 : L'exploitant a transmis son registre de suivi des contrôles des Éléments Importants Pour la Sécurité non renseigné et n'a pas transmis sa liste des équipements et paramètres concourant à la maîtrise des risques en fonctionnement normal ou dégradé.</p> <p>La liste des EIPS et des contrôles associés a été présentée à l'inspection via le logiciel OGIV permettant également d'enregistrer et archiver les opérations de maintenance et de vérification. Leur contrôle est effectué à une fréquence trimestrielle à l'exception de l'arrêt d'urgence contrôlé annuellement. Les derniers contrôles remontent respectivement à octobre 2022 et juillet 2022.</p> <p>→ La remarque n°5 de l'inspection du 11/02/2016 est levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Equipements de protection contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/01/2010, article 9.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de protection contre l'incendie sont correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles font l'objet de vérifications périodiques au moins une fois par an. L'exploitant doit justifier auprès de l'inspection des installations classées de l'exécution de cette vérification.</p> <p>L'exploitant établit une liste exhaustive des moyens de lutte contre l'incendie et de leur implantation sur le site. Ces équipements sont conformes aux normes et aux réglementations en vigueur, repérés et facilement accessibles en toutes circonstances.</p> <p>La défense interne des locaux contre l'incendie est réalisée au moins par :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des extincteurs portatifs, répartis à l'intérieur des locaux, et les lieux présentant des risques spécifiques, implantés à proximité des dégagements et bien visibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés. • Une colonne sèche en matériaux incombustibles et conformes aux normes et aux réglementations en vigueur, située dans la tour de manutention du silo vertical béton. • Une borne incendie (moyen public), située à 50 m de l'entrée du site à la rue du Savard.
<p>Constats :</p> <p>Demande n° 1 de l'inspection du 11/02/2016 : L'exploitant s'assurera que la vérification du bon fonctionnement de la borne est réalisée régulièrement afin de s'assurer de la disponibilité de l'ensemble des moyens de lutte contre l'incendie nécessaire en cas de besoin.</p> <p>Réponse de l'exploitant par courrier du 19/05/2016 : L'exploitant a transmis la fiche de reconnaissance du 18/03/2015 de la borne incendie sur le domaine public communiquée par la mairie de Oissey pour le centre d'intervention SDIS de Saint-Souplets et attestant du contrôle du poteau incendie n°11.</p> <p>L'inspection a demandé à l'exploitant de présenter le dernier justificatif attestant du bon fonctionnement de la borne incendie. Ce dernier a indiqué qu'il l'avait demandé à la mairie, la semaine précédant l'inspection. Post-inspection, l'exploitant a transmis l'attestation de conformité du poteau incendie précisant qu'un essai avait été réalisé le 18/05/2022 avec un débit</p>

de 60 m3/h.

→ La demande n° 1 de l'inspection du 11/02/2016 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Consignes générales d'intervention

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/01/2010, article 9.3

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident

Prescription contrôlée :

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Ces consignes sont portées à la connaissance du personnel et affichées. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles doivent notamment comporter :

- le plan des installations avec indication :
 - des phénomènes dangereux (incendie, explosion,...) susceptibles d'apparaître
 - les mesures de protection définies à l'article 10 de l'AM du 29/3/04 modifié
 - les moyens de lutte contre l'incendie
 - les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours
- les stratégies d'intervention en cas d'auto-échauffement
- la procédure d'intervention en cas de sinistre
- la procédure d'inertage.

L'exploitant doit s'assurer à l'avance, de la mise à disposition rapide en cas d'incendie ou d'accident :

- des moyens nécessaires pour surveiller et contrôler l'évolution de la situation (visualisation des zones chaudes, taux des gaz de combustion CO et O2,...) dans la ou les cellules en feu,
- des moyens nécessaires à la surveillance des températures dans les cellules susceptibles d'être impactées, par effet domino de l'incident ou exposées au risque d'auto-échauffement,
- des moyens de lutte contre l'incendie, notamment pour ce qui concerne les réserves d'émulseurs, et de gaz inerte le cas échéant, et pour ce qui concerne l'éventuelle réalisation de piquages supplémentaires,
- de moyens nécessaires pour réaliser dans un délai court une vidange sûre des cellules,
- ainsi que des moyens organisationnels associés.

Les dispositions correspondantes figurent dans les procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence citées ci-dessus.

Le personnel y compris intérimaire et saisonnier est formé à l'application de ces procédures ainsi qu'à la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie en place sur le site.

L'exploitant réalise tous les deux ans un exercice d'incendie de silo, afin de vérifier l'efficacité des dispositions contenues dans les procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence.

L'inspection des installations classées et les services d'incendie et de secours sont informés préalablement de la date de cet exercice. Cet exercice doit notamment permettre de vérifier l'efficacité des dispositions organisationnelles, des moyens de lutte contre l'incendie, et le cas échéant, des moyens mis en place pour inerte les cellules.

A l'issue de chaque exercice, un compte-rendu et un bilan des actions correctives sont rédigés, consignés dans un registre et tenus à la disposition dès l'inspection des installations classées.

Constats :

Remarque n°6 de l'inspection du 11/02/2016 : L'exploitant réalisera un exercice incendie sur le site

de OISSERY en s'assurant du suivi des procédures de gestion d'urgence par le personnel du site. L'inspection rappelle par ailleurs que l'inspection des installations classées, ainsi que les services d'incendie et de secours doivent être informés préalablement de cet exercice.

Réponse de l'exploitant par courrier du 19/05/2016 : L'exploitant n'a pas apporté de réponse sur ce point.

Dans le logiciel OGIV, l'inspection a constaté que les exercices incendie étaient renseignés sous le nom "Test d'évacuation ou exercice incendie". La périodicité associée était annuelle. L'inspection a indiqué à l'exploitant que le système actuel de gestion de la planification des exercices incendie n'était pas optimal car, tel qu'il était construit, la réalisation de tests d'évacuation annuels pouvait remplacer la réalisation d'exercices incendie sans que l'exploitant ne s'en rende compte. Par ailleurs, ce système ne garantit pas que des exercices incendie seront réalisés tous les 2 ans, a minima.

Observation n°20230202-1 : Il convient que l'exploitant distingue les tests d'évacuation des exercices incendie de silo dans son logiciel de gestion OGIV afin qu'un exercice incendie de silo soit réalisé tous les 2 ans.

Le dernier exercice incendie date du 20/10/2022. Le compte-rendu associé a été présenté à l'inspection. Néanmoins, l'inspection n'a pas été informée de la réalisation de cet exercice.

→ La remarque n°6 de l'inspection du 11/02/2016, et plus particulièrement sa deuxième partie, n'est pas levée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 6 mois

N° 9 : Mesures de protection pour limiter les effets d'une explosion

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/01/2010, article 10.2

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques d'explosion et d'incendie et mesures de protection

Prescription contrôlée :

Il n'y a pas de moteurs dans les cellules de stockage fermées. En cas de présence de moteurs, l'exploitant doit disposer d'une étude analysant les risques liés à la présence des moteurs dans une cellule de stockage fermée et justifiant de la compatibilité de la présence de moteurs avec la prévention des risques. Cette étude est disponible sur le site et mise à disposition de l'inspection des installations classées.

Dispositifs de découplage

Des dispositifs de découplage s'opposant efficacement à la propagation d'une explosion sont mis en place dans l'installation.

Ces découplages consistent principalement à isoler :

- les cellules d'une explosion provenant de la galerie sur cellules ;
- la galerie sur cellules de la tour de manutention ;
- la tour de manutention de la galerie sous-cellules.

Les découplages mis en œuvre sont au minimum les suivantes :

- découplage entre la tour de manutention et la galerie sur-cellules du silo vertical béton ;
- découplage entre la tour de manutention et la galerie sous-cellules du silo vertical béton.

Lorsque le découplage comprend ou est assuré par des portes, celles-ci sont maintenues fermées, hors passages, au moyen de dispositifs de fermetures mécaniques. L'obligation de maintenir les portes fermées est affichée.

Il n'y a pas de communication entre les cellules béton (absence d'espace sous la dalle béton entre

les parties hautes des capacités de stockage), de manière à assurer un découplage entre ces capacités.

L'ensemble des ouvertures communiquant avec les galeries inférieure et supérieure (portes et trappes de visite des cellules) est fermé pendant les phases de manutention.

[...]

Événements et surfaces soufflables

Concernant le silo vertical béton, les as de carreaux sont munis d'évent de superficie minimale de 6,6 m² et, la tour de manutention dispose d'une surface éventable totale minimale permettant l'évacuation des surpressions vers l'extérieur de 9,7 m² (pouvant être assurés notamment par des fenêtres).

Les volumes des différents bâtiments et des sous-ensembles exposés aux poussières et présentant des risques d'explosion sont munis de surfaces éventables correctement dimensionnées, et qui sont au minimum celles décrites par l'étude des dangers.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter l'exposition de personnes à la flamme sortant des événements ou surfaces éventables en cas d'explosion. Ces surfaces sont orientées vers des zones non fréquentées.

Les surfaces vitrées de la tour de manutention du silo vertical béton doivent être remplacées par des polycarbonates ou doivent être filmées en surfaces.

Installations de dépoussiérage

Les installations de dépoussiérage sont constituées de deux filtres à décolmatage localisés dans la tour de manutention du silo vertical béton.

La poussière est récupérée et stockée dans un boisseau situé à l'extérieur des silos.

Afin de limiter les effets d'une explosion, les dispositions suivantes sont notamment prises pour le dispositif de dépoussiérage :

- les filtres sont protégés par des événements ;
- le dépoussiéreur est découplé de la trémie de récupération des poussières par une écluse.

Le boisseau B9 situé à l'intérieur du silo vertical béton peut être utilisé pour le stockage de poussières si une surface éventable de superficie minimale de 1,5 m² est présente sur le boisseau B9. En l'absence d'évent, le stockage de poussières ou de tout autre composé explosible dans le boisseau B9 est interdit.

Constats :

Constat de l'inspection du 11/02/2016 : L'exploitant indique que l'ensemble des poussières récupérées par le système d'aspiration est stocké dans le boisseau B10 situé à l'extérieur du silo. Il précise que ce boisseau dispose d'un capteur de niveau haut qui permet alors de programmer sa vidange.

Sur demande de l'inspection, l'exploitant indique que le boisseau B9 n'est quant à lui plus utilisé. Cependant, ce boisseau reste utilisable puisqu'il est accessible au niveau du poste de commande. Ce boisseau n'est en effet pas bloqué, contrairement à ce que pensait le chef de silo.

L'exploitant indique qu'il envisage de bloquer définitivement ce boisseau afin qu'il ne puisse en aucun cas servir à stocker des poussières.

Demande n° 2 de l'inspection du 11/02/2016 : L'exploitant informera l'inspection des installations classées de la réalisation de ces travaux.

Réponse de l'exploitant par courrier du 19/05/2016 : L'exploitant n'a pas apporté de réponse sur ce point et n'a pas envoyé de courrier postérieurement pour informer l'inspection des installations classées de la réalisation de ces travaux.

L'ancien boisseau de poussières se trouve dans la tour de manutention. L'exploitant a supprimé le tuyau qui alimentait le boisseau de poussière afin de le condamner.

→ La demande n° 2 de l'inspection du 11/02/2016 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Nettoyage des installations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/01/2010, article 7.2

Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation des installations

Prescription contrôlée :

Tous les silos et les séchoirs ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.

La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage sont indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration.

Ces appareils présentent toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.

Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.

Des repères peints sur le sol et judicieusement placés servent à évaluer le niveau d'empoussièrement des installations.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour éviter toutes fuites de poussières et, en cas de fuite, de les résorber rapidement.

En complément des dispositions précédentes, les locaux (espace fosse des élévateurs, tour, galerie sous-cellules, galeries inférieures...) sont maintenus dans un état de propreté poussé afin de supprimer tout début d'accumulation de poussières et tout potentiel de propagation d'explosion. Cet état de propreté concerne tant les sols et autres lieux accessibles que les parois, coins et recoins (dessus de canalisations, cheminement de câbles électriques...) où de la poussière est susceptible de s'accumuler.

L'exploitant prend toutes dispositions permettant de garantir cet état de propreté en toutes circonstances, notamment :

- surveillance de l'empoussièrement et mise en œuvre de dispositifs de nettoyage adaptés ;
- équipements nécessaires au nettoyage affectés au site et présents en permanence ;
- vérification et maintenance des installations participant à la maîtrise du niveau d'empoussièrement : efficacité des dispositifs de cantonnement de poussières (portes avec le système de fermeture automatique...)...

En période de collecte, l'exploitant doit journalièrement réaliser un contrôle de l'empoussièrement des installations et, si cela s'avère nécessaire, redéfinir la fréquence de nettoyage.

L'ensemble de ces dispositions fait l'objet de consignes et l'exploitant s'assure de leur diffusion auprès du personnel et de leur stricte application.

Constats :

Remarque n°7 de l'inspection du 11/02/2016 : L'exploitant s'assurera du respect de la fréquence de

nettoyage/vérification fixée dans la procédure.
Réponse de l'exploitant par courrier du 19/05/2016 : L'exploitant n'a pas apporté de réponse sur ce point.
Sur le logiciel OGIV, l'inspection a constaté que la fréquence de nettoyage/contrôle des organes mobiles était fixée à 2 fois par semaine au minimum, soit 8 fois par mois. Elle est fixée à 2 fois par mois pour les surfaces d'accès facile, à "à planifier avec le siège" pour les surfaces d'accès difficiles. Les dates des derniers nettoyages/contrôles ont été vérifiées par l'inspection et étaient cohérentes avec les fréquences indiquées.
→ La remarque n°7 de l'inspection du 11/02/2016 est levée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Culture de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance des installations et formation du personnel
Prescription contrôlée : L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité. Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.
Constats : L'exploitant a indiqué que 2 personnes formées travaillaient sur site. Les formations suivies par ces personnes sont : <ul style="list-style-type: none"> • ATEX le 18/12/2020 pour le premier, le 16/01/2019 pour le second • conduite en sécurité d'engins de manutention du 07 et 08/06/2018 pour le premier, du 14 et 15/12/2020 pour le second • certificat individuel professionnel produits phytopharmaceutiques dont la date de validité prenait fin au 25/07/2023 pour le premier et au 01/02/2023 pour le second • gestes et postures sur la manutention du 30/11/2022 pour le premier • vérification échelles, escabeaux et harnais de sécurité du 23/05/2022 pour le second Cependant, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que l'installation était exploitée sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant. Il a indiqué que cela figurait dans les fiches de postes mais ces dernières n'ont pas été présentées à l'inspection.
Non-conformité n°20230202-1 : L'exploitation n'est pas réalisée sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Conditions de fonctionnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2023, Consignes d'exploitation après intervention
Prescription contrôlée : Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service

de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident.
Constats : Les consignes générales de sécurité incluent des consignes en vue du redémarrage des installations après travaux/entretien, après incident/accident. Une surveillance des installations est prévue dans le plan de prévention après maintenance ou incident ainsi que dans le permis feu après travaux. L'inspection a consulté le plan de prévention de la société CTNO du 11/01/2023 au 31/01/2023 qui précisait « levée du plan de prévention et retour à une situation normale le 25/01/2023 à 14h30 ». Le permis feu associé, du 23/01/2023, précisait qu'une ronde avait été réalisée à 13h30 puis à 16h puis 17h pour une fin de travaux à 12h50 ce qui est cohérent avec la consigne prévoyant une ronde 30min après travaux puis pendant 2h. Le respect de cette consigne a également été constaté sur un permis feu du 25/01/2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2023, Travaux par point chaud et permis feu
Prescription contrôlée : La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.
Constats : Les travaux susceptibles de créer des points chauds font l'objet d'un permis feu. Les permis feu du 23/01/2023 et 25/01/2023 étaient correctement renseignés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Entretien de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Actions nationales 2023, Système de dépoussiérage
Prescription contrôlée : [...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation. [...]
Constats : L'exploitant a indiqué qu'il disposait de détecteurs thermiques (disjoncteurs) au niveau des moteurs des équipements. Il existe une aspiration centralisée sur site avec double asservissement : si l'aspiration s'arrête, la manutention s'arrête également, par ailleurs la manutention ne peut fonctionner si l'aspiration n'est pas en marche.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Qualification d'équipement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Actions nationales 2023, Transporteurs à bande
Prescription contrôlée : [...] Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.
Constats :

<p>L'exploitant a indiqué qu'il disposait de 2 transporteurs à bande sur site. Lors de l'inspection, il n'a pas été en mesure de justifier que les bandes étaient non propagatrices de flamme. Post-inspection, il a transmis le certificat de conformité de 4 bandes transporteuses précisant qu'elles étaient ISO 340 (autoextinguibles). Le guide silo recommande néanmoins d'utiliser des bandes, plus efficaces, conçues selon la norme NF EN 47107, en cas de changement de bande.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 16 : Equipements à l'origine de départ de feu

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2023, Vérification des installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée : [...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie. [...] L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : - l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; - l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ;</p> <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a consulté le rapport de vérification des installations électriques du 15/06/2022 sur lequel figuraient 19 observations. Parmi celles-ci, 9 restaient encore non levées le jour de l'inspection. Selon l'exploitant, ces observations n'ont pas fait l'objet d'actions correctives car un chiffrage est en cours ou les défauts n'ont pas été constatés par l'exploitant ou les actions correctives n'avaient pas encore été réalisées.</p> <p>Le rapport annuel constituait l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ainsi que sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté.</p> <p>Un suivi formalisé des actions correctives est réalisé sur le logiciel interne de l'exploitant.</p> <p>Non-conformité n°20230202-2 : Certaines installations électriques ne sont pas maintenues en bon état.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 17 : Vidange silos en cas d'urgence

<p>Référence réglementaire : Autre du 08/12/2022, article Recommandation 2 du rapport d'enquête du BEA-RI sur l'incendie de CENERGY (95)</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2023, Gestion de crise</p>
<p>Prescription contrôlée : Le BEA-RI recommande de mettre en place, en lien avec le constructeur du silo et les secours publics, une procédure d'ouverture et de vidange de ce dernier facilement réalisable en cas d'urgence et en l'absence d'alimentation électrique. Cette procédure doit également lister les matériels nécessaires à sa mise en œuvre ainsi que les moyens mis à disposition.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'en cas d'urgence une vidange de silo n'était pas possible si l'électricité était coupée. Cependant, celle-ci n'est pas coupée systématiquement. D'après le guide des pompiers relatif à l'intervention dans un silo, dans sa version de 2019, il convient de "couper les énergies dans la cellule sinistrée, de manière concertée avec l'exploitant".</p> <p>La consigne de sécurité relative à un incendie de céréales prévoit qu'une vidange d'une cellule concernée soit réalisée par circuit court, à faible débit puis de contrôler le produit restant par caméra thermique.</p> <p>L'exploitant a précisé que la coopérative mettait tous les moyens en œuvre pour intervenir avec les pompiers.</p> <p>Observation n°20230202-2 : L'exploitant se questionnera sur les moyens à mettre en œuvre, en cas d'urgence, afin de vidanger une cellule y compris en l'absence d'électricité. La procédure associée devra être mise à jour en conséquence.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 18 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Actions nationales 2023, Gestion de crise
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur demande de l'inspection, l'exploitant a présenté son état des stocks. Le jour de l'inspection, 12 434 tonnes de blé étaient stockées, 236 tonnes de seigle et 1182 tonnes de pois. Par ailleurs, 4,2 tonnes d'engrais relevant de la rubrique 4702-II ainsi que 73,38 tonnes d'engrais relevant de la rubrique 4702-IV étaient présents.</p> <p>L'exploitant a précisé que son état des stocks était disponible à distance en cas de coupure générale de l'alimentation électrique. Par ailleurs, les fiches de données de sécurité étaient disponibles sur le serveur.</p>
Type de suites proposées : Sans suite